



Rapport activité 2025 - 2026



SICOS

LA VOIX DES INDUSTRIES
CHIMIE FINE ET BIOTECH

A vertical strip on the left side of the page shows several yellow, oval-shaped capsules. One capsule is in sharp focus in the foreground, while others are blurred in the background.

Sommaire

01
Édito

02
Gouvernance

03
Situation
économique

04
Chiffres clés

05
Faits marquants
2025/2026

06
Fédérer

Édito

01

PAR **VINCENT TOURAILLE**, PRÉSIDENT DU SICOS



2025 a été une année de transition et de déception économique. 2026 ne sera probablement pas l'année du rebond généralisé, mais celle d'une transformation profonde de la chimie fine. Dans un contexte de surcapacités et d'incertitudes géopolitiques, les gagnants seront les entreprises capables d'apporter innovation, agilité, sécurité d'approvisionnement et proximité avec leurs clients.

Pour ma part je pense que nous devons, à court terme gagner du temps et sauvegarder coûte que coûte notre industrie de chimie fine, ne pas perdre en capacité, faire le dos rond, définir au niveau français et européen un objectif commun pour notre industrie (le niveau de dépendance maximal acceptable ?), imposer un niveau de demande minimal (30% ou 50% ?) ou définir le niveau de production en Europe et suivre cet objectif. Sans objectif, il n'y a pas de stratégie industrielle possible !

Pour cela, il faut rendre visible et valoriser le made in Europe et la production locale et durable des principes actifs et de leurs

matières premières sur la chaîne de valeur des médicaments et ce jusqu'au prix final des médicaments, notamment ceux qui sont critiques et vulnérables.

Si en France réserver les marchés publics aux productions locales n'est semble-t-il pas possible à cause des règles de l'OMC, règles que nos concurrents contournent pourtant allègrement et alors même qu'on parle ici de productions essentiels et stratégiques qui dépassent le champ du commerce, il est urgent de prendre en compte l'empreinte carbone dans le prix des médicaments en utilisant la méthodologie mise au point par la DGE et la DGOS et en lui attribuant un score important dans les marchés publics de l'ordre de 30%.

Personne ne s'engage pour réduire la dépendance pour les produits encore développés en France alors que nous avons les moyens de sécuriser nos productions en obligeant que ces marchés publics achètent des produits fabriqués en France, ceci est vertueux tant d'un point de vue environnemental que social et économique.

Un projet qui me tient à cœur est de permettre l'inscription de l'origine de fabrication des composants des médicaments (principes actifs et excipients). L'origine de fabrication d'un produit reste un critère important pour les Français, 9 sur 10 souhaitent consommer plus de produits Made In France si le prix reste comparable et 52% trouvent que les produits fabriqués en France ne sont pas suffisamment mis en avant. Ces données montrent que l'envie de soutenir la fabrication française est un critère d'achat important à prix comparable.



Néanmoins, avant de pouvoir acheter français/européen il faut parvenir à correctement identifier les produits fabriqués en Europe. Ceci est important car une production en Europe permet d'assurer une empreinte environnementale moins élevée grâce notamment à une production moins carbonée et plus respectueuse de l'environnement. Les circuits courts d'approvisionnement peuvent permettre de répondre plus rapidement à des pics de demandes.

Dans les faits, seul le détenteur de l'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) est connu du grand public puisque identifié comme fabriquant sur la notice du médicament. La mention Made in Europe si elle était appliquée sur ce seul critère pourrait ainsi être attribuée à des biens dont une majeure partie de la fabrication est étrangère, faussant ainsi l'information apportée au consommateur. Dans un esprit de transparence, nous proposons donc de modifier la notion de fabricant telle que présente dans les notices en implémentant une traçabilité sur l'origine des étapes de fabrication de celui-ci : production des excipients, production de la substance active, et fabrication du médicament.

Dans un second temps il est primordial de soutenir notre industrie, au niveau européen (notamment pour coordonner les projets d'investissement et libérer des fonds à la hauteur des enjeux), pour lui donner les moyens d'investir dans des projets de modernisation, de développement et de décarbonation en finançant des projets de l'innovation à l'industrialisation.

Les soutiens à la relocalisation c'est moins de 15% de l'investissement total, l'outil d'aide est à ce jour peu efficace pour les besoins de relocalisation.

Les éléments de subventions ne couvrent pas actuellement nos principales dépenses qui sont tirées par les obligations réglementaires nous empêchant de moderniser nos sites. Nous voulons bien investir en France mais dans l'état actuel si je dois investir je n'investis que sur du réglementaire qui est hors scope du champ des aides (Agences de l'eau, AAp etc...) .

À ce titre rétablir la compétitivité de notre secteur en agissant sur le prix de l'électricité, mais aussi en simplifiant notre vie normative est aujourd'hui plus que vital.

Enfin il est urgent de protéger notre industrie contre le dumping environnemental et social par la réciprocité des normes et contre les pratiques de dumping économiques de nos concurrents en adaptant les outils actuels au contexte (ils ne sont pas efficaces car trop éparpillés, trop longs à mettre en œuvre et/ou trop compliqués).

Cela passe par une refonte complète de ces mécanismes à moyen terme et à court terme, des mesures de sauvegarde pour protéger l'industrie européenne contre une menace imminente et le développement pour tout le secteur des mesures de surveillance. Et, sur les mesures antidumping plus spécifiquement, il nous faut une couverture de la chaîne de valeur, des règles d'origine, le renversement de la charge de la preuve dans les dossiers antidumping et l'anonymisation des dossiers.

POUR ACCOMPLIR SES MISSIONS, LE SICOS S'APPUIE SUR
UN BUREAU ET UN CONSEIL D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE 13 MEMBRES

LE BUREAU



Vincent TOURAILLE
Président



Gildas BARREYRE
Vice-président
Trésorier
Seqens



Françoise DURAND-RIVOIRE
Vice-présidente
Axplora



Sylvia CABRILLAC-RIVES
Vice-présidente
EUROAPI



Philippe GUERRET
Vice-président
M2i Life Sciences

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Guillaume ARTOIS
Administrateur
Bluestar Silicones



Yann BAYEUX
Administrateur
Minakem



Gilles BELLOIR
Administrateur
Oril Industrie



Frédéric DEFER
Administrateur
Novéal



Erick MAREC
Administrateur
Sanofi Chimie



Sébastien ROSE
Administrateur
Corden Pharma



Gwenaël SERVANT
Administrateur
Abolis



David SIMONNET
Administrateur
Axyntis

Situation économique de la chimie et de la chimie fine

BILAN DU SECTEUR CONJONCTURE 2026 PERSPECTIVES 2027

Avec 4 400 entreprises en France réalisant un chiffre d'affaires de 102 milliards d'euros et 229 000 salariés, la Chimie est l'un des principaux acteurs de l'économie de notre pays. Avec un fort ancrage territorial la Chimie fine et de spécialité que le SICOS représente, est certes plus petite, mais contribue à la production de molécules chimiques complexes et essentielles/stratégiques pour notre économie.

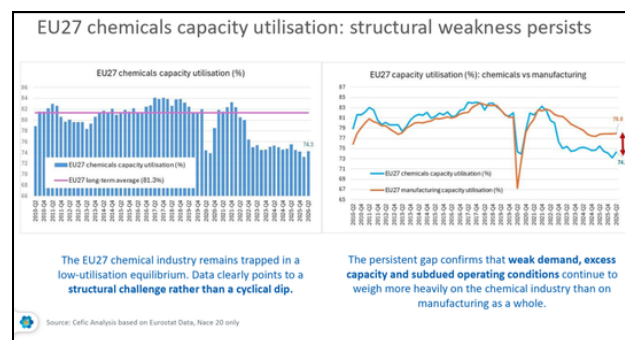
La Chimie française est un exportateur important (le 1er secteur industriel exportateur en France) et l'un des secteurs les plus innovants de l'économie française : elle est en 2025 le 4ème secteur industriel en dépenses intérieures de Recherche & Développement et les effectifs dédiés à la recherche sont en progression constante (2 % / an depuis 10 ans, date d'introduction du CIR).

Bénéficiant de l'excellence française dans cette science (10 prix Nobel, une formation de haut niveau), c'est un secteur très innovant qui joue un rôle clé dans les grands défis d'avenir : mobilités et habitat durable, transition digitale, économie circulaire... La Chimie en France, c'est aussi un écosystème dynamique de plus de 300 startups évoluant dans des domaines très variés.

Une analyse simplement franco-française de la

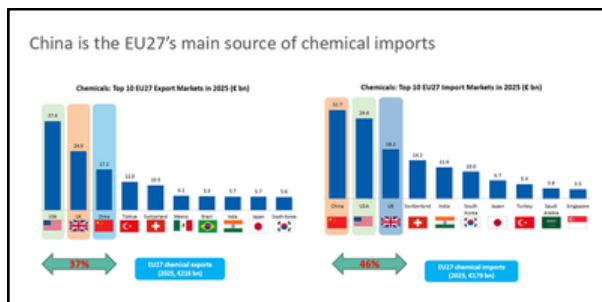
situation de l'économie productive et des entreprises n'est plus suffisante pour comprendre la dynamique de notre métier, nous dresserons un bilan du secteur de la Chimie Européenne en reprenant certains des éléments exposés par le CEFIC pour illustrer notre secteur de la Chimie fine, puis aborderons les éléments principaux de la conjoncture en 2025/2026 ainsi qu'une perspective pour 2026/2027.

En 2025, alors que la plupart des acteurs attendaient une reprise après deux années difficiles, il nous faut faire le constat que l'Europe de la chimie est en grande perte de vitesse et que la reprise attendue après 3 années de crise n'a pas eu lieu. La demande est restée faible dans la grande majorité de nos marchés avals mais surtout les taux d'utilisation des capacités sont demeurés bas et les marges sont de plus en plus sous pression.

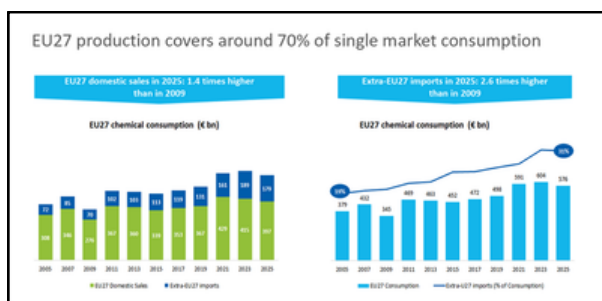




Si la production européenne couvre encore 70% des besoins les importations sont en très forte hausse, et la Chine qui a poursuivi sa politique d'investissements massifs prend une part croissante dans nos importations, tout ceci dans un contexte de surcapacité mondiale.



Source Cefic Analysis based on Eurostat Data

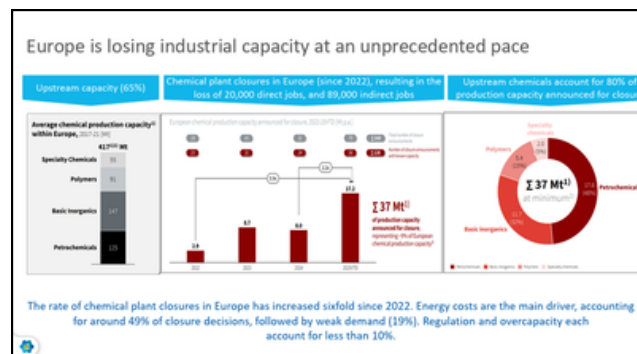


Source Cefic Analysis based on Eurostat Data

Les capacités excédentaires ont continué à peser sur les prix, y compris dans certaines spécialités, ce qui a conduit plusieurs groupes européens à engager des restructurations et des fermetures d'unités.



Source Études Advancy - France Chimie "La chimie, un atout à préserver", Advancy-Cefic "The competitiveness of the European chemical Industry"



Source Roland Berger Report (Commissioned by Cefic) on "European chemical closures and investments radar 2022-2025", dec. 2025

La géopolitique et les revirements dans l'organisation mondiale du commerce aggravent la crise que nous subissons :

- Multiplication des attaques commerciales américaines : droits de douane et tensions commerciales,
- Perturbations logistiques en mer Rouge et au Moyen-Orient (blocage du détroit d'Ormuz alors que le canal de Suez n'est toujours pas opérationnel).



Fragilisée depuis quatre ans, la chimie fait face à une énième crise à la suite du déclenchement de la guerre américano-israélienne contre l'Iran : choc de prix et tensions sur ses chaînes d'approvisionnement, alimentés par la flambée des prix des hydrocarbures. Ces incertitudes qui pèsent sur les prises de décisions ne sont pas en faveur d'une industrie dont les investissements réclament des visions moyen/long terme.

Tout ceci concourt à une recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales qui n'est pas toujours en notre faveur.

MAIS cela n'est pas une fatalité.

C'est une alerte.

Et c'est aussi une **opportunité** car nous avons les moyens – si nous en avons la volonté – de reprendre l'initiative, de nous adapter aux nouvelles technologies avec la montée en puissance de l'IA et de la digitalisation pour la découverte de nouvelles molécules, l'optimisation des procédés, la maintenance prédictive, ou l'accélération du développement produit.

Pour les **perspectives 2026 / 2027** les derniers mois montrent un très léger mieux dans la morosité.

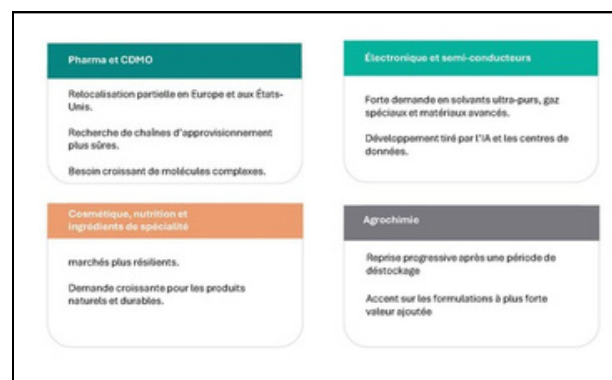
Les risques 2026 nous sont connus avec la pression persistante sur nos marges

(surcapacités asiatiques et faible croissance européenne), la volatilité géopolitique (crise du Moyen-Orient, droits de douane, réorganisation des flux commerciaux) et surtout la forte incertitude sur les coûts de l'énergie et des matières premières.



Source EU Commission business and consumer survey results: Answers obtained from the surveys are aggregated in the form of balances, constructed as the difference between the percentages of respondents giving positive and negative replies

Les analystes prévoient que la chimie fine mondiale continue malgré tout de progresser mais à un rythme modéré, autour de 5 à 6 % par an sur le long terme. La croissance sera sélective pour les segments les plus porteurs :





L'Europe doit accélérer sa montée en gamme, car si elle perd progressivement sa compétitivité dans les produits de commodité (coûts énergétiques élevés, pression réglementaire et concurrence asiatique), en revanche, elle doit conserver ses atouts majeurs dans :

- les molécules complexes ;
- les procédés propriétaires ;
- la qualité et la réglementation ;
- les productions de petite et moyenne séries.

Le modèle européen évolue vers une industrie plus technologique et davantage centrée sur les spécialités à forte valeur ajoutée mais qui commence à être attaquées par les plans chinois. En face de ce modèle européen, outre

la Chine et ses plans industriels ambitieux, l'Inde apparaît comme le grand gagnant et poursuit son ascension sur toute la filière pharmaceutique : APIs, intermédiaires, custom manufacturing et spécialités et ceci jusqu'aux essais cliniques.

Ses coûts sont très compétitifs, sa montée en compétence technique s'accélère mais surtout elle bénéficie de la volonté des clients occidentaux de diversifier leurs approvisionnements vis-à-vis de la Chine à des prix très très bas.

Nous nous battons sur tous les fronts, espérons que le Critical medicines Act et que la Critical Chemical Alliance vienne inverser la situation, c'est ce que nous appelons de nos vœux pour 2026.





Newsletters

le SICOS poursuit sa communication en diffusant une fois par semaine des newsletters. Depuis juin 2025, ce sont 100 lettres d'information qui ont été envoyées à ses adhérents :

- Affaires publiques : 50
- Chimie/Qualité : 50

Depuis la création de ces médias, 260 lettres ont été éditées.



SICOScope

En octobre 2024, est né SICOScope, un 6 pages mensuels reprenant les éléments d'actualité essentiels à l'organisation. Ce sont déjà 11 numéros qui ont été diffusés à l'ensemble de nos adhérents.

LinkedIn



Avec plus de 1 500 abonnés à notre page entreprise, nous poursuivons activement nos actions sur ce réseau social professionnel, en partenariat avec l'ensemble des entreprises du secteur, nos adhérents et les pouvoirs publics. Ce sont plus de 250 abonnés supplémentaires qui nous ont rejoints depuis un an (mai 2025 à mai 2026). Une évolution en croissance de l'ordre de +20%.

De mai 2025 à mai 2026, 42 publications ont été intégrées sur notre page entreprise.

Le SICOS, c'est également

- 4 auditions
- 3 colloques ou webinaires
- 5 communiqués de presse et notes de position
- 1 dossier Affaire publique utilisable par tous nos adhérents
- 18 rendez-vous parlementaires (Sénat & Assemblée nationale)
- 1 dossier de présentation du SICOS si souhaitez promouvoir notre association

CHIMIE / SANTÉ

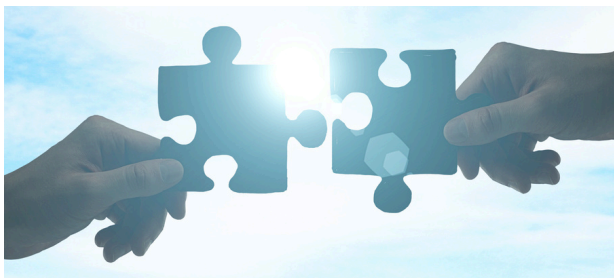


Partenariat SICOS & CDMO France

Le SICOS et CDMO France unissent leurs forces pour soutenir une industrie pharmaceutique plus autonome, répondre aux défis liés aux dépendances extérieures et aux tensions géopolitiques et promouvoir une préférence européenne dans les marchés publics et privés. Ce rapprochement représente au total 140 sites industriels (60 pour le SICOS et 80 pour CDMO France), ce qui illustre la couverture et l'impact significatif de cette alliance sur le territoire français.

Conjointement, nous nous engageons à œuvrer pour :

- Garantir une production significative de médicaments, principes actifs et excipients d'ici 2030.
- Défendre une politique industrielle volontariste en Europe.
- Maintenir industrie plus compétitive en France.



Critical Medicines Act

Après une action forte au sein de l'alliance, le SICOS a continué à suivre l'élaboration du Critical Medicines Act. Ainsi, en janvier 2026, nous saluons l'adoption par le Parlement Européen d'une position sur le Critical Medicines Act puisqu'il représentait une avancée majeure reconnaissant l'importance de renforcer les chaînes de production européennes de médicaments critiques. Ce texte, soutenant une approche « acheter européen », répondait enfin à la vulnérabilité de l'Europe face à sa dépendance à des pays tiers pour l'approvisionnement en médicaments essentiels.

L'accord conclusif du trilogue sur le Critical Medicines Act (CMA) a été atteint le 12 mai 2026, à l'issue de négociations finales entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE.

Ce texte devra maintenant être entériné par le conseil de l'Europe.

Le SICOS continue de souligner l'urgence d'agir pour garantir la sécurité sanitaire et la résilience économique du continent, et nous appelons à la mise en œuvre rapide de mesures concrètes et ambitieuses. Nous sommes prêts à relever ce défi mais nous avons maintenant besoin d'engagements politiques forts pour assurer la souveraineté sanitaire de l'Union Européenne.



Ainsi nous continuons à alimenter nos interlocuteurs sur ce qu'est un médicament européen (et accessoirement ce qui n'est pas un médicament européen), sur le poids du critère de résilience etc...

Souveraineté sanitaire

En parallèle, le SICOS a entamé un gros travail de rendez-vous parlementaires afin de mettre en évidence l'importance de notre chaîne de production.

Nous avons ainsi été auditionnés par la commission industrie du Sénat présidée par Mme Anne-Sophie Romagny. Aux côtés de la sénatrice, nous avons alerté le cabinet du ministre sur l'urgence de la prise en compte des critères de résilience et de favoriser la production européenne de médicaments, tout comme nos voisins italiens et allemands l'ont fait.

En parallèle et grâce à l'action de notre cabinet d'affaires publiques (Kairos), nous avons tenu plus de 10 réunions avec des parlementaires (sénateurs et députés).

Unaniment, ils ont soutenu nos revendications et nous annoncent être prêts à nous accompagner sur le sujet.

Une Proposition de loi a été rédigée avec l'aide des sénateurs afin de transcrire dans le droit français certaines évolutions du Critical Medicines Act.

Études imports

Afin d'apporter une vision sur la situation des imports sur nos molécules, nous avons entrepris la réalisation d'une étude sur l'impact des importations sur la production locale des intrants pharmaceutiques en lien avec les enjeux actuels liés à la concurrence accrue qui s'est développée depuis 2014. Un focus plus important sur la dynamique engagée entre 2023 et aujourd'hui pouvant conduire à une baisse de la production locale, dépendance aux importations, retards dans les dossiers réglementaires a été analysé.

Cette étude nous servira de support tant pour la Critical chemical alliance que pour le Critical chemical act afin d'alerter sur les éléments essentiels à notre survie industrielle.





Empreinte carbone des médicaments

Après des mois de travail, la note d'information publiée le 29 octobre 2025 (circulaire) a précisé comment déployer une méthodologie publique d'évaluation de l'empreinte carbone des médicaments (appelée score carbone médicament) dans les établissements de santé. Elle s'adresse principalement aux hôpitaux et établissements médico-sociaux avec pharmacie (PUI) et aux structures d'achats groupés.

Lien pour consulter la circulaire :

<https://bulletins-officiels.social.gouv.fr/note-dinformation-ndeg-dgoscabinetdgcspnrr2025153-du-29-octobre-2025-relative-aux-modalites-de-mise-en-oeuvre-de-la-methodologie-publique-dempreinte-carbone-des-medicaments>

Une première liste de molécules a été ciblée :

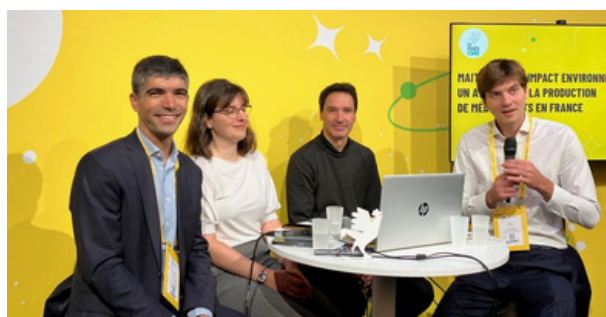
Ces 18 molécules sont :

- Acide acétylsalicylique
- Amiodarone
- Aripiprazole
- Esoméprazole
- Fentanyl
- Furosémide
- Kétoprofène
- Lacosamide
- Lansoprazole
- Lévetiracétam
- Morphine
- Mycophénolique acide
- Oméprazole
- Oxycodone
- Pantoprazole
- Paracétamol
- Phloroglucinol
- Tramadol

Nous travaillons actuellement à l'extension de cette liste.

IAA et Made In Europe

Dans le cadre de l'Industrial Accelerator Act (IAA), une proposition de règlement de l'Union européenne présentée par la Commission européenne le 4 mars 2026 ayant pour objectif de renforcer la compétitivité industrielle européenne, d'accélérer la décarbonation de l'industrie et de réduire les dépendances stratégiques vis-à-vis de pays tiers, il est question de porter la part de l'industrie manufacturière à 20% du PIB européen d'ici 2035. Parmi les mesures phares, les marchés publics et certains dispositifs de soutien public pourraient favoriser les produits fabriqués dans l'UE et présentant une faible empreinte carbone, c'est le "Made In Europe". Néanmoins, les secteurs concernés n'englobent pas la chimie et encore moins la chimie fine alors que notre industrie travaille déjà sur la réduction de notre empreinte environnementale, voire pire, la vision du "Made In" et du "Made with Europe" est floue. Le SICOS continuera à s'engager tant au niveau européen qu'au niveau français pour assurer que nos marchés publics prennent en compte un critère de production territoriale et devienne l'un des piliers de la politique industrielle européenne.



BIOTECHNOLOGIES INDUSTRIELLES



Biotech Act

L'année a été plus calme, attendant la publication du premier texte du Biotech Act.

Le Biotech Act I introduit des mesures fortes de simplification et d'accélération des procédures en Europe, avec une harmonisation des règles, la mise en place de points de contact uniques et des délais raccourcis pour les projets stratégiques.

Il prévoit un accompagnement renforcé des entreprises (notamment via des sandboxes réglementaires et un soutien dédié aux PME) ainsi qu'un recours accru au numérique et à l'IA.

Le texte accélère également des processus clés comme les essais cliniques, tout en facilitant l'accès au marché pour certaines innovations (biosimilaires, produits combinés), afin de favoriser l'innovation et la compétitivité du secteur.

Le SICOS s'engagera pour que ces mêmes mesures de simplification, d'harmonisation et d'accélération de procédure soient appliqués dans l'acte 2 pour le secteur alimentaire et le secteur biocide.

Nous agirons aussi pour que les procédés utilisés dans le secteur santé soient pris en compte et pas uniquement la bioproduction.



CHIMIE DE SPÉCIALITÉ



Critical Chemical Alliance

Le SICOS a été sélectionné pour œuvrer dans le core Groupe 3 de la Critical Chemical Alliance, qui a pour objectif d'apporter des solutions de modernisation des capacités industrielles chimiques européennes (la première analyse est portée autour des vapocraqueurs et de la production d'ammoniaque) et de repenser les investissements stratégiques européens et nationaux, afin de sécuriser la production de substances critiques et de renforcer la compétitivité et la résilience du secteur.

Par ailleurs, le SICOS est aussi engagé dans le core Groupe 1 de la Critical Chemical Alliance, via la participation d'ADECHIM, groupe en charge de mettre en place les méthodologies permettant d'identifier les molécules critiques et les sites critiques en Europe.

Définition des molécules critiques et des sites critiques

Main dans la main avec France Chimie, Nous avons dans un premier temps soutenu la méthodologie développée par Advancy dans un contexte peu enclin à son adoption. Les groupes ayant majoritairement marqué une préférence envers la méthode PWC, nous nous sommes alors employés à rendre cette méthodologie robuste en apportant son appui dans 5 des 20 critères. Les petits groupes ont à partir des 3 méthodologies présentées mais aussi des connaissances internes des experts redéfinis les paramètres de la méthode, ceci incluant les équations, les cascades de choix, les seuils, i.e les métriques et les sources des données à exploiter.

Les méthodologies se sont avérées être différenciantes sur l'échantillon de molécules

testées MAIS ont aussi montré quelques limites qui seront explicitées, parmi celles-ci; Il est pertinent de citer que certains CN codes ne sont pas assez différenciants mais aussi que les tendances très court-terme ne sont pas captées par les données douanières.

Les membres du WG1 ont donc établi des recommandations tant pour améliorer les méthodologies que pour protéger les molécules et les sites critiques en les organisant en actions court terme et moyen terme pour la Commission européenne.

Il est ainsi rappelé que la méthode doit être appliquée à l'échelle européenne pour éviter les incohérences et donc doit être pilotée par la Commission, avec consultation d'experts industriels et scientifiques. Une mise à jour annuelle doit permettre de suivre la dynamique sectorielle, avec maintien de la criticité pendant 8 ans.

Les actions phares à mettre en place sont bien évidemment le monitoring et la simplification des mesures antidumping mais aussi l'amélioration de la qualité des données disponibles au niveau européen.

Nous sommes conscients que les méthodologies ainsi définies demanderont une révision dès que les modifications auront été mises en place par la Commission européenne afin d'améliorer la qualité des données disponibles.

Modernisation

Le groupe a unanimement conclu qu'un préalable aux modernisations était nécessaire. En effet, les investissements de modernisation dans l'industrie chimique ne pourront se concrétiser en Europe que si les conditions

CHIMIE DE SPÉCIALITÉ



économiques permettent de construire un business case viable et compétitif. Il est vrai que malgré les besoins identifiés en matière de décarbonation, de mise à niveau technologique et de sécurisation des capacités de production, les industriels ne pourront engager des capitaux importants que si la rentabilité attendue est au rendez-vous.

Cela suppose un environnement favorable incluant des coûts de production maîtrisés (notamment énergie et matières premières), une visibilité réglementaire ainsi que des perspectives de demande suffisantes sur le marché européen.

Les deux autres groupes ont travaillé :

- pour le WG2 autour des problématiques liées aux échanges commerciaux et notamment l'amélioration des mesures de protection (antidumping, etc..) et la meilleure détection des dérives commerciales,
- pour le WG4 autour des marchés porteurs et des moyens pour les faire émerger. Le groupe a ainsi recommandé une répartition des coûts, des mesures de marché, la prévention de la substitution, et la mise en place de politiques spécifiques pour réduire l'empreinte carbone.

- pour le WG4 autour des marchés porteurs et des moyens pour les faire émerger. Le groupe a ainsi recommandé une répartition des coûts, des mesures de marché, la prévention de la substitution, et la mise en place de politiques spécifiques pour réduire l'empreinte carbone.

Ce travail intense à raison d'a minima une réunion par semaine, voire trois dans certains pics d'activité a montré tout notre engagement afin de rendre visible cette chimie du minéral mais aussi de créer des liens particulièrement forts avec France Chimie dans un contexte géopolitique particulièrement contraint.

Étude sur l'activité endocrinienne des eaux de rejets industriels

Après de nombreux mois de report, notre étude a finalement été acceptée.

Un financement à hauteur de 70% a été débloqué par les agences de l'eau, nous permettant de lancer notre étude. La première réunion de copil a été programmée le 1er juillet.

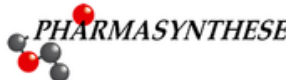


LE RÉSEAU SICOS



FÉDÉRER

LES ADHÉRENTS

 WHAT LIFE CAN DO	 A Bluestar Company	 LIFE ENHANCED	
	 Active for your synthesis	 Traced & Innovative Amino Acids	
			 Active Solutions for Health
			
 MANUFACTURING PARACETAMOL IN CONTINUOUS FLOW	 CHIMIE FINE	 M2. Lead the Change	 FINE SERVICES FOR LIFE
	 INGREDIENTS FOR BEAUTY		
		 Offering the best of nature™	
			 Séché global solutions
			



14 rue de la République
Le Diamant A
92800 Puteaux
Tél. : 01 46 53 10 10
contact@sicos.fr

